



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU CANTAL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

ARRÊTÉ n° 2013- 866 du 2 juillet 2013
AUTORISANT L'EXPLOITATION D'UNE MICROCENTRALE HYDROÉLECTRIQUE
MOULIN DE GRATTE-PAILLE – COMMUNES DE NEUSSARGUES-MOISSAC ET DE JOURSAC
Sur le cours de la rivière « Allanche »

**Le Préfet du Cantal,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code rural,
Vu le code de l'énergie, livre V, titre III,
Vu le code de l'environnement, livre II, titre Ier, chapitres 1 à 7 et notamment les articles R. 214-71 à R. 214-85,
Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques,
Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 2012 portant sur la liste 1 des cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne,
Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 2012 fixant portant sur la liste 2 des cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne,
Vu l'arrêté préfectoral portant règlement de police sur les cours d'eau ne faisant pas partie du domaine public en date du 25 avril 1907,
Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Bretagne, approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2009,
Vu la demande présentée le 14 novembre 2011 et complétée le 3 juillet 2012 par la SCI «Le Moulin de Gratte-paille » pour l'autorisation de disposer de l'énergie de la rivière Allanche pour la mise en jeu d'une entreprise dans la commune de Neussargues-Moissac, destinée à la production d'énergie électrique,
Vu les pièces de l'instruction,
Vu l'avis du directeur départemental des territoires (Service Environnement) en date du 27 mai 2013,
Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 27 mai 2013,
Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire le 30 mai 2013,
Vu les observations présentées par le pétitionnaire sur ce projet d'arrêté par courrier du 11 juin 2013,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Cantal,

Arrête :

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1^{er} : - Autorisation de disposer de l'énergie

La SCI «Le Moulin de Gratte-paille » est autorisée dans les conditions du présent règlement et pour une durée de 30 ans, à disposer de l'énergie de la rivière Allanche code hydrologique K251400A, pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire des communes de Neussargues-Moissac et de Joursac (département du Cantal) et destinée à la production d'énergie électrique.

La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à 558 kW, ce qui correspond compte tenu des pertes de charges, du débit maximal sous la hauteur de chute maximale et du rendement de l'installation à pleine puissance à une puissance maximum disponible de 418 kW.

ARTICLE 2 : - Section aménagée

Les eaux seront dérivées au moyen d'un ouvrage situé sur la rivière l'Allanche sur la commune de Neussargues-Moissac (15) (coordonnées Lambert 93 : X – 699 021, Y – 6448 527) créant une retenue à la cote normale 772,35 m NGF.

Elles seront restituées à la rivière Allanche (coordonnées Lambert 93 : X – 699 643, Y – 6448 413), à la cote 759,72 m NGF.

La hauteur de chute brute maximale est de 12,63 mètres.

La longueur du lit court-circuité est d'environ 600 mètres.

ARTICLE 3: - Acquisition des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercés

Néant

ARTICLE 4: - Eviction des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercés

Néant

ARTICLE 5: Caractéristiques des prises d'eau

Caractéristique des ouvrages :

Le niveau de la retenue est fixé comme suit:

Niveau normal d'exploitation : 772,35 m NGF ;

Niveau minimal d'exploitation : 772,30 m NGF ;

L'ouvrage de prise du débit turbiné sera constitué d'un pertuis de section L 3,90 m x H 1,65 m situé en rive droite du barrage, muni d'une vanne pelle à crémaillère motorisée.

Le dispositif de mesure du débit turbiné sera constitué par affichage permanent en salle de commande de la puissance et du nombre d'heures de marche de chaque turbine.

Débit maximal dérivé :

Le débit maximal de la dérivation sera de 4500 litres par seconde.

Un dispositif de mesure ou d'évaluation du débit turbiné sera constitué par l'affichage de la puissance instantanée et la mise en œuvre d'un repère de niveau sur une section invariable du débit dérivé maximum de 4500 l/s sur le canal de restitution.

Débit réservé :

Le débit à maintenir dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 600 l/s en période estivale (du 1^{er} avril au 31 octobre) et à 400 l/s en période hivernale (du 1^{er} novembre au 31 mars), ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à ces valeurs.

Les valeurs retenues pour le débit maximal de la dérivation et le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

ARTICLE 6 : - Caractéristiques du barrage

Le barrage de prise aura les caractéristiques suivantes:

Type :	barrage poids
Hauteur au-dessus du terrain naturel :	3 m
Longueur en crête :	43 m
Largeur en crête :	0,8 m
Cote NGF de la crête du barrage :	772,35 m NGF

Les caractéristiques principales de la retenue sont les suivantes :

Superficie de la retenue au niveau normal d'exploitation : 650 m² environ

Capacité de la retenue au niveau normal d'exploitation : 715 m³ environ

ARTICLE 7 : - Evacuateur de crue, déversoir et vannes, dispositif de prise et de mesure du débit à maintenir

a) Le déversoir sera constitué par la crête de la chaussée arasée à la cote 772,35m NGF, faisant office d'évacuateur de crues sur une longueur de 43 mètres environ.

b) Une échelle limnimétrique rattachée au Nivellement Général de la France sera scellée au droit du barrage (cf. article 10).

c) Le dispositif de décharge sera constitué par une vanne pelle à commande par crémaillère manuelle présente dans le barrage à son extrémité en rive droite de section de pertuis L 1m x H 0,7 m.

d) Le dispositif assurant le maintien du débit réservé dans la rivière et la mesure ou l'évaluation de ce débit sera constitué comme suit :

- Une passe à poisson en rive gauche du barrage.
- Une échancrure dans la crête du barrage, rive gauche au droit de la passe, pour servir de débit d'attrait.
- Un système de dévalaison piscicole depuis la chambre d'eau qui acheminera les poissons en aval immédiat de la prise d'eau.
- Une échelle limnimétrique sera scellée au droit du barrage, dont le zéro indiquera la cote normale de 772,35 m NGF et d'autres échelles au niveau des échancrures.

Les caractéristiques de l'ensemble de ces ouvrages devront être agréés, préalablement par le service chargé de la police de l'eau sur la base d'un projet technique détaillé caractérisant le fonctionnement hydraulique des ouvrages (dévalaison, échancrures et seuils de mesure). Le dossier complet devra être envoyé au service chargé de la police de l'eau et de la pêche dans un délai de 6 mois à dater de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 8 : - Canaux de décharge et de fuite

Les canaux de décharge et de fuite seront disposés de manière à écouler facilement toutes les eaux que les ouvrages placés à l'amont peuvent déborder et à ne provoquer aucune érosion, non seulement à l'aval des ouvrages, mais également à l'amont.

ARTICLE 9 : - Mesures de sauvegarde

Les eaux devront être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire sera tenu en particulier de se conformer aux dispositions ci-après :

a) Qualité des eaux restituées :

Les eaux restituées au milieu naturel à l'aval des barrages de prise d'eau et de l'usine devront être dans un état de nature à ne pas apporter un trouble préjudiciable à la conservation du poisson, à la salubrité publique et à l'alimentation en eau potable de la population.

b) Dispositions relatives à la conservation, à la reproduction et à la circulation du poisson :

Le permissionnaire établira et entretiendra des dispositifs destinés à assurer la circulation du poisson et à éviter sa pénétration dans les canaux d'amenée et de fuite. Les dispositifs devront permettre la montaison et la dévalaison des espèces mentionnées dans l'arrêté du 10 juillet 2012 portant sur la liste 2 des cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne. Les emplacements et les caractéristiques de ces dispositifs sont les suivants :

- Une passe à poissons en rive gauche du barrage.
- Un ouvrage de dévalaison installé au droit de la chambre d'eau assurera la dévalaison piscicole du 1^{er} avril au 30 octobre.
- Une grille de 25 mm d'entrefer sera disposée à la chambre d'eau

Le permissionnaire adressera le projet des ouvrages au service en charge de la police de l'eau pour validation avant mise en œuvre des travaux. Les travaux devront être achevés dans un délai de 2 ans suivant la date du présent arrêté.

c -1) Dispositions pour compenser les atteintes que la présence et le fonctionnement de l'ouvrage apportent à la vie, à la circulation et à la reproduction des espèces de poissons, ainsi qu'au milieu aquatique :

La compensation peut prendre la forme de financement d'actions de restauration ou de participation à des programmes existants sur les cours d'eau concernés par l'ouvrage. Après accord du service chargé de la pêche et du service chargé du contrôle, le permissionnaire a la faculté de se libérer de l'obligation de compensation ci-dessus par le versement annuel à la fédération départementale de pêche et des milieux aquatiques du Cantal, à titre de fonds de concours, d'une somme de 450 Euros, actualisable en fonction de l'augmentation du coût de l'alevin fixé selon le barème publié par le ministre chargé de l'environnement.

Ce montant pourra être révisé par le Préfet, le permissionnaire entendu, pour tenir compte des modifications éventuellement apportées aux ouvrages lors du récolement des travaux ou ultérieurement.

c -2) Suivi environnemental :

Un inventaire piscicole sera réalisé sur 2 stations situées en amont de l'aménagement et en aval immédiat du barrage.

Un suivi sédimentaire sera réalisé dans le tronçon court circuité.

Le permissionnaire adressera au service chargé de la police de l'eau une note décrivant le dispositif de suivi (définition des stations de suivi, protocoles,...).

Ces suivis, seront réalisés selon la périodicité suivante : année N-1, années N+2, N+4 et N+6 (l'année N correspondant à l'année de réalisation des travaux d'aménagement des dispositifs permettant la modulation des débits réservés), puis reconduits tous les 5 ans pendant la durée de l'autorisation.

Les résultats des suivis seront transmis au service en charge de la police de l'eau dans les 2 mois suivants l'obtention des résultats.

d) Eclusées

L'usine fonctionnera au fil de l'eau. Les éclusées sont strictement interdites.

ARTICLE 10 : - Repère

Il sera posé, aux frais du permissionnaire, au droit du barrage une échelle limnimétrique dont le zéro indiquera le niveau normal d'exploitation de la retenue qui sera rattachée au nivellement général de la France par rapport au repère n°L.B.O3 – 37 d'altitude 772,959 NGF. D'autres échelles seront disposées, après validation préalable par le service chargé de la police de l'eau, au niveau des échancrures (passe à poissons et échancrure contiguë), dont le zéro sera calé sur leur seuil.

Les échelles devront toujours rester accessible aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elles demeureront visible aux tiers. Le permissionnaire sera responsable de leur conservation.

ARTICLE 11 : - Obligations de mesures à charge du permissionnaire

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation prévus aux articles 5, 7, 9 et 10, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L214-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 12 : - Manœuvre des vannes de décharge et autres ouvrages

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire sera tenu dans ce but de manœuvrer, en temps opportun, les ouvrages de décharge.

Le niveau de la retenue ne devra pas dépasser le niveau des plus hautes eaux ni être inférieur au niveau minimal d'exploitation sauf travaux, chasses ou vidanges.

Le permissionnaire devra, de la même façon, manœuvrer les ouvrages prévus aux articles 5 et 7 pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transmission des eaux soient respectées.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manœuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à ses frais, soit par le maire de la commune, soit par le préfet, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

ARTICLE 13 : - Chasses de dégravage

L'exploitant pourra pratiquer des chasses de dégravage automatiques ou manuelles, par ouverture de la vanne de décharge du barrage, dans les conditions ci-après :

- période : du 15mars au 30 octobre (en dehors des périodes de frai)

- débit de l'Allanche supérieur à 6 m³/s.

Les eaux rejetées devront respecter les normes de qualité suivantes :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre ;

- oxygène dissous (O2) : 3 milligrammes par litre.

Le permissionnaire adressera au service chargé de la police de l'eau, pour validation, un projet de protocole de suivi de la qualité des eaux.

Toutes les opérations effectuées, les conditions météorologiques et les résultats de mesures seront consignés dans un registre tenu à la disposition des services chargés de la police de l'eau.

ARTICLE 14 : - Vidanges

La présente autorisation vaut autorisation de vidanger la retenue, pour une durée de 30 années, et dans les conditions ci-après :

- le service chargé de la police des eaux et de la pêche sera averti au moins un mois avant la date prévue pour l'opération de vidange de la retenue,
- la vidange de la retenue est autorisée uniquement entre le 1^{er} septembre et le 15 octobre ou entre le 15 avril et le 30 juin,
- l'abaissement du plan d'eau ne devra pas excéder 20 cm par heure,
- le curage éventuel des dépôts dans la retenue sera réalisé à sec, les matériaux alluvionnaires (graviers et galets) seront déposés en lit mineur hors lit mouillé,
- le permissionnaire est tenu de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la récupération du poisson piégés dans l'installation lors de l'abaissement du niveau des eaux dans la retenue ,
- lors du remplissage de la retenue, le débit réservé à l'aval du barrage de prise d'eau ne devra pas être inférieur à 600 l/s.

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau ne devront pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre ;
- ammonium (NH⁴) : 2 milligrammes par litre.

De plus, la teneur en oxygène dissous (O₂) ne devra pas être inférieure à 3 milligrammes par litre.

La qualité des eaux rejetées sera mesurée dans le cours d'eau à 50 m en aval du barrage.

Le permissionnaire devra mettre en place les moyens de mesure et de surveillance pour s'assurer que ces valeurs sont respectées .

3 mesures des paramètres suscités seront réalisées selon les modalités suivantes :

- Après abaissement d'1 mètre de la ligne d'eau.
- Durant le passage du culot.
- 24 heures après le passage du culot.

A tout moment, les eaux du plan d'eau et les eaux restituées ne devront nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire conformément à l'article L. 432-2 du code de l'environnement.

Le débit de vidange sera adapté afin de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval, ainsi que pour éviter les dépôts de sédiments. Des dispositifs limitant les dépôts de sédiments (filtres à graviers ou à paille, batardeaux amont ou aval, etc.) seront, le cas échéant, mis en place afin d'assurer la qualité minimale des eaux fixée ci-dessus.

En cas de besoin de vidange ou curage du canal d'amenée, le service chargé de la police des eaux et de la pêche sera averti au moins 8 jours à l'avance conformément aux dispositions de l'article R436-12 du code de l'environnement. Le permissionnaire est tenu de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la récupération du poisson piégés lors de l'abaissement du niveau des eaux dans le canal d'amenée.

ARTICLE 15 : - Manœuvres relatives à la navigation

Néant

ARTICLE 16 : - Entretien de la retenue et du lit du cours d'eau

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage de la retenue dans toute la longueur du remous ainsi que celle du cours d'eau entre la prise et la restitution, sauf l'application des anciens règlements ou usages locaux et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les modalités de curage seront soumises à l'accord du service de la police des eaux après consultation du service chargé de la police de la pêche.

Lorsque la retenue ou les cours d'eau ne seront pas la propriété exclusive du permissionnaire, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun dans la partie du lit lui appartenant.

Toutes dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturels, notamment en considération des articles L.215-14 et L.215-15-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 17 : - Observations des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

ARTICLE 18 : - Entretien des installations

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 19 : - Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident - Mesures de sécurité civile

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus aux articles 22 et 23 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

ARTICLE 20 : - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 21 : - Occupation du domaine public

Néant.

ARTICLE 22 : - Communication des plans

Les plans des ouvrages à établir devront être visés dans les formes prévues aux articles R.214-71 à R.214-84 du code de l'environnement. Ils devront être transmis au préfet dans un délai de 6 mois à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 23 : - Exécution des travaux - Récolement - Contrôles

Les ouvrages seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et aux plans visés par le préfet.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, auront, en permanence, libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Les travaux devront être terminés dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté autorisant les travaux. Dès l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration de ces délais, le permissionnaire en avise le préfet, qui lui fera connaître la date de récolement des travaux.

Lors du récolement des travaux, procès verbal est dressé et notifié au permissionnaire dans les conditions prévues aux articles R.214-77 et R.214-78 du code de l'environnement.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usiner ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 24 : - Mise en service de l'installation

Sans objet.

ARTICLE 25 : - Réserves en force

Néant.

ARTICLE 26 : - Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L211-3(II-1°) et L214-4 du code de l'environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

ARTICLE 27 : - Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 11 mettent en évidence des atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement, et en particulier dans les cas prévus aux articles L211-3 (II,1°) et L214-4 du code de l'environnement, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article R.214-17

Titre II : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET A LA SURETE DU BARRAGE

ARTICLE 28 : - Classement de l'ouvrage

Le barrage de la retenue de relèvements de la classe D au sens de l'article R214-112 du code de l'environnement.

ARTICLE 29 : - Prescriptions relatives à l'ouvrage

Le barrage de la retenue aval doit être rendu conforme aux dispositions des articles R. 214-122 à R. 214-124, R. 214-136 et R. 214-147 du code de l'environnement et à l'arrêté du 29 février 2008 suivant les délais et modalités suivantes :

- constitution du dossier du barrage avant le (*date de l'arrêté + 3 mois*) ;
- constitution du registre du barrage avant le (*date de l'arrêté + 3 mois*);
- description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage avant le (*date de l'arrêté + 3 mois*) ;
- production et transmission pour approbation par le préfet des consignes écrites avant le (*date de l'arrêté + 3 mois*) ;
- transmission au service de police de l'eau du compte-rendu des visites techniques approfondies avant le 31 décembre 2013 puis tous les 10 ans.

ARTICLE 30 : - Obligation d'information

Tout événement ou évolution concernant le barrage ou son exploitation et mettant en cause ou susceptible de mettre en cause, y compris dans des circonstances différentes de celles de leur occurrence, la sécurité des personnes ou des biens est déclaré, dans les meilleurs délais, par le propriétaire ou l'exploitant au préfet.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 31 : - Cession de l'autorisation - Changement dans la destination de l'usine

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de la demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé. Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

ARTICLE 32: - Redevance domaniale

Néant.

ARTICLE 33 : - Mise en chômage - Retrait de l'autorisation - Cessation de l'exploitation - Renonciation à l'autorisation

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire de la présente autorisation, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en oeuvre l'ensemble des dispositions de l'article L216-1 du code de l'environnement concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension de l'autorisation.

Il est rappelé que le contrat d'achat par EDF de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86-203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93-925 du 13 juillet 1993.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux années, sauf prolongation des délais par arrêté complémentaire, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

ARTICLE 34 : - Renouvellement de l'autorisation

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci, conformément à l'article L. 531-3 du code de l'énergie et à l'article R. 214-82 du code de l'environnement.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

ARTICLE 35 : - Publication et exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Cantal, le Directeur départemental des territoires et les maires des communes de Neussargues-Moissac et de Joursac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire et publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

Copie en sera également adressée au service chargé de l'électricité et à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.

En outre :

- une copie du présent arrêté d'autorisation sera déposée en mairies de Neussargues-Moissac et de Joursac et pourra y être consultée,
- un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies de Neussargues-Moissac et de Joursac pendant une durée minimale d'un mois ; une attestation de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par chacun des maires concernés et envoyée au préfet,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation, par les soins du permissionnaire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Cantal.

Cet arrêté sera mis à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture pendant un an au moins.

Fait à Aurillac, le 2 JUIL. 2013
Le Préfet du Cantal,

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale



Laetitia CESARI

Délai et voie de recours (articles L214-10 et 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.